

du système arabe. Au cours des trente ou quarante dernières années, un événement déterminant s'est produit quand on fit la distinction entre Arabes et non-Arabes. Tel fut le résultat de la dénonciation du pacte de Bagdad. La Grande-Bretagne et les États-Unis avaient orchestré le pacte, qui rassemblait l'Iran, la Turquie, le Pakistan et un pays arabe, nommé l'Irak. Il y eut un coup d'État dans ce dernier pays en 1958, et à peine installé, le nouveau régime de Bagdad s'empressa de se retirer du pacte. Ce fut à partir de ce moment-là que l'on fit une distinction entre Arabes et non-Arabes au Moyen-Orient.

Un autre changement important se produisit environ vingt ans plus tard, quand Sadate fit la paix avec Israël. C'était la première violation du précepte qui avait établi la distinction entre Arabes et non-Arabes au Moyen-Orient. Pour la première fois, un grand État arabe disait la paix possible et nouait des relations diplomatiques avec un pays non arabe.

Puis, vers la fin de la période survint la révolution iranienne, qui eut d'énormes répercussions sur les masses arabes. Et certains virent en Téhéran le nouveau modèle de l'avenir. Pendant la guerre irano-irakienne, des pays arabes prirent parti pour l'Iran contre un frère arabe : autre érosion de la distinction entre Arabes et non-Arabes. Ce que M. Heller disait au sujet de la montée des non-Arabes (la Turquie et l'Iran) et de leur rôle dans le Golfe confirme ce phénomène d'érosion. On revient à un système moyen-oriental au détriment d'une structure simplement arabe. Et la montée du militantisme islamique va dans le même sens : l'affaiblissement de la distinction.

Une seconde réalité renforce cette tendance : pour la première fois, des pays arabes sont menacés par d'autres nations arabes. Auparavant, la menace militaire venait d'Israël ou de pays occidentaux. Le Koweït a dû faire appel à des non-Arabes pour se défendre contre des Arabes.

Un troisième phénomène s'exprime dans l'emploi, un peu trompeur à mon avis, du mot «démocratisation». C'est ce que j'appelle la montée de la société civile, et pluralisme, dans la société arabe. Au cours des dernières années, l'État était omniprésent ; il était trop fort. Et le débat qui s'amorce au sujet du statut de la famille royale au Koweït et de la possibilité d'élargir les cadres de l'élite politique donne une idée du prix à payer pour instaurer une société civile.

Janice Gross Stein : Ce qui est unique au sujet de cette guerre, c'est que les forces de la coalition ont été organisées par la première puissance militaire du monde, à partir d'une base économique très faible, et que cette même puissance n'a pas pu financer la campagne qu'elle mettait sur pied. Au Moyen-Orient, ceux qui détiennent la force militaire, critère traditionnel de mesure du pouvoir dans cette partie du monde, ne sont pas du tout ceux qui possèdent la puissance économique.

Un État aurait pu dominer sur les deux plans, à savoir l'Irak, s'il s'était doté d'un régime différent. Mais il a raté sa chance. L'Égypte pourrait devenir une puissance militaire, mais son économie est faible. Israël possède une économie fondamentalement faible, lui aussi. Ceux dont les

perspectives sont les meilleures ne disposeront jamais dans la région de la puissance militaire voulue pour dicter le programme d'action.

Si l'on songe aux périodes antérieures où a existé pareille disjonction de la puissance économique et militaire, on constate que ce furent des époques très dangereuses. Je dirais qu'une telle conjoncture risque d'être plus dangereuse au Moyen-Orient qu'ailleurs dans le système international. Au Moyen-Orient, le recours à la force constitue encore une solution légitime, contrairement à ce qui est le cas entre les puissances industrialisées de la planète.

L'avenir ne m'inspire pas confiance, notamment parce que le lien entre ces deux mondes

SI L'ON JETTE SUR CETTE GUERRE UN ÉCLAIRAGE HISTORIQUE APPROPRIÉ, ON VOIT QUE SA PARTICULARITÉ TIENT AU FAIT QU'ELLE AVAIT POUR OBJET LA DÉFENSE DU PRINCIPE DE SOUVERAINETÉ NATIONALE.

s'établira par l'entremise des exportations d'armes vers le Moyen-Orient. Ce sera là un débouché particulièrement profitable pour les États-Unis et d'autres économies plus ou moins solides. Ce ne seront sans doute pas les Japonais qui exporteront le plus d'armes au cours des dix prochaines années, mais plutôt les pays industrialisés plus faibles, susceptibles de tirer des avantages concrets d'un Moyen-Orient instable où existeront de véritables craintes au chapitre de la sécurité, craintes que cette disjonction de la puissance économique et militaire intensifiera en partie. À mon avis, le Moyen-Orient deviendra, au cours des dix prochaines années, la région par excellence pour la prolifération des armes.

Des éléments socio-économiques expliquent la force de l'État dans le Moyen-Orient arabe, en cette époque de manipulation des structures sociales. Les courants politiques favorisent le pluralisme ou la montée d'un plus grand nombre de voix authentiques trouvant des moyens institutionnels pour se faire entendre, mais ce genre de prolifération des armes renforce l'État aux dépens de la société civile. Avec une pareille évolution des choses – et en même temps les mouvements politiques réprimés cherchent des moyens d'expression légitimes, la pression s'intensifie depuis la base, ce qui aggrave encore plus l'insécurité et l'instabilité.

Hunter : La distinction que fait M. Korany entre les Arabes et les non-Arabes au Moyen-Orient me paraît un peu trop absolue. Les éléments du système moyen-oriental ont toujours été interactifs, et les pays situés à la périphérie, si l'on peut les décrire ainsi, tels que l'Iran et d'autres aussi, sont intervenus beaucoup sur la scène politique arabe, tout au moins indirectement. Songeons, par exemple, à l'alliance de convenance entre

les Saoudiens et les Iraniens contre l'Égyptien Nasser. Ces deux groupes ne s'aimaient pas particulièrement l'un l'autre, mais l'Iran a servi de contrepoids face à l'Égypte, et maintenant l'Égypte essaie de faire contrepoids à l'Iran.

On a un peu mythifié la notion que des Arabes ne font pas la guerre à d'autres Arabes, mais des Arabes ont effectivement usé de la force les uns contre les autres. Ainsi, l'Égypte a envoyé un corps expéditionnaire important au Yémen pendant la guerre civile qui déchirait ce pays. La Libye et l'Égypte se sont fait la guerre, et le Maroc et l'Algérie ont combattu l'un contre l'autre dans le Sahara.

Pour ce qui concerne la «renaissance» des non-Arabes et toute la notion de la remontée iranienne, elles s'apparentent un peu à la revivification de l'Islam. Celui-ci n'est jamais mort, et l'Iran n'a jamais disparu de la carte. Pendant les années 1980, même si, affaibli, il n'a pu influencer autant sur les forces sous-jacentes de la région, l'Iran a mené une action beaucoup plus importante qu'on le croit, du seul fait qu'il agissait dans un vaste contexte islamique. L'Iran s'affirme peut-être maintenant comme un intervenant de calibre international, mais il se pourrait qu'il se retourne davantage sur lui-même pour renforcer encore plus sa propre identité ; dès lors, les cadres de son activité se rétréciront sensiblement. À mon avis, l'Iran a été traumatisé de bien des façons par la réaction du reste du monde islamique et certainement par celle du monde arabe.

Bryans : D'après certains écrits de l'année dernière (je pense, par exemple, à l'article intitulé «*Roots of Moslem Rage*» paru dans le magazine *Atlantic*), il est évident que certains croient en l'existence d'un conflit fondamental entre l'Occident et le monde arabe, et entre l'Occident et l'univers islamique. Est-ce que vraiment il y a un monde musulman, ou un monde arabe, en conflit avec l'Occident ? Et est-ce en fait là une façon sensée de poser la question ?

Korany : C'est la première fois qu'un État arabe s'empare purement et simplement d'un autre pays arabe et déclare que celui-ci a cessé d'exister. Comment cela va-t-il influencer sur les relations entre non-Arabes et Arabes ou Musulmans ? Auparavant, il y avait une distinction à faire (*eux* et *nous*), mais elle ne vaut plus, car certains d'entre «nous» constituent une menace, tandis que nous pouvons compter sur l'aide de certains d'entre «eux».

L'Islam et l'Occident ont toujours été à cotteaux tirés. Une des théories dominantes dans la région au sujet des origines de la guerre du Golfe (la notion d'un complot) veut que les puissances impérialistes aient tendu un piège pour exterminer la principale puissance régionale capable de frapper l'Occident et Israël. La conséquence de cette théorie du complot, c'est que, l'Irak étant désormais anéanti, l'Occident va s'en prendre à la prochaine puissance régionale, à savoir la Syrie, pour maintenir sa domination sur cette partie du globe. Les adeptes de ce point de vue font preuve d'une grande sélectivité quand ils choisissent les données nécessaires pour le légitimer.

D'après certains, Saddam Hussein est le champion du tiers-monde s'opposant au retour de ▶